

Canada / Afghanistan : à quoi a servi l'« aide » canadienne ?

jeudi 2 septembre 2021, par [ENGLER Yves](#) (Date de rédaction antérieure : 30 août 2021).

Au cours des deux dernières décennies, Ottawa a injecté plus [de 3,6 milliards de dollars d'« aide » en Afghanistan](#). Au cours de cette période, le pays d'Asie centrale a été le principal bénéficiaire de l'aide publique, recevant environ deux fois plus que la deuxième destination en importance : Haïti, une autre victime de la politique étrangère canadienne.

Alors que l'Afghanistan mérite sans aucun doute de l'aide, 10 pays ont un PIB par habitant inférieur et 20 pays ont une espérance de vie inférieure. Alors pourquoi se concentrer sur l'Afghanistan ? Parce que c'était l'endroit où les décideurs pensaient que l'aide avait le plus de chances d'avoir des résultats positifs ? Bien sûr que non. L'aide a été fournie pour soutenir l'occupation militaire canadienne, américaine et de l'OTAN.

Le personnel canadien a lié à maintes reprises le travail de développement en Afghanistan à l'effort de contre-insurrection. « [C'est un](#) outil de contre-insurrection utile », dit le lieutenant-colonel. Tom Doucette, commandant de l'équipe de reconstruction provinciale du Canada, à propos du travail de l'Agence canadienne de développement international en Afghanistan. L'aide au développement, par exemple, était parfois accordée aux communautés en échange d'informations sur les combattants. Après qu'une bombe au bord de la route a frappé son convoi en septembre 2009, le général canadien Jonathan Vance a passé 50 minutes à réprimander les anciens du village pour ne pas avoir empêché l'attaque. « [Si nous](#) continuons à subir des attaques sur les routes, leur dit-il, je vais arrêter de faire du développement.

Les Forces canadiennes (FC) ont travaillé en étroite collaboration avec des ONG en Afghanistan. Un rapport parlementaire de 2007 expliquait que certaines ONG « [travaillent en étroite collaboration](#) avec le soutien militaire déjà présent sur le terrain ». Un autre rapport du gouvernement a noté que le « peloton de coopération civilo-militaire (CIMIC) composé de soldats de la réserve de l'armée organise des réunions avec des décideurs locaux et des ONG internationales pour déterminer s'ils ont besoin d'aide en matière de sécurité ».

L'aide était aussi un exercice de relations publiques. À des moments politiquement sensibles de la guerre, les responsables canadiens ont cherché à mettre en valeur des écoles ou des barrages nouvellement construits pour détourner l'attention des aspects les moins recommandables du conflit militaire. Alarmé par une liste croissante de victimes et d'autres nouvelles négatives, à l'automne 2006, le bureau du premier ministre a ordonné à l'armée de « pousser » des histoires de reconstruction sur les journalistes intégrés à l'armée. Grâce à une demande d'accès à l'information, le Globe and Mail a obtenu un courriel du major Norbert Cyr disant : « [La principale](#) préoccupation [au Bureau du Conseil privé] est de savoir si nous poussons les problèmes de développement avec les intégrations. Dans une entrevue avec le correspondant canadien de *Jane's Defence Weekly*, un journaliste a décrit ce que cela signifiait sur le terrain. « invités à d'innombrables visites médicales de village, à des cérémonies d'inauguration et à des événements similaires.

À un niveau plus large, l'aide a été utilisée pour renforcer l'occupation étrangère. L'objectif était de soutenir les forces afghanes alliées à l'occupation dirigée par les États-Unis. Le retrait militaire du Canada d'Afghanistan a entraîné une baisse de l'aide, et maintenant que les forces américaines se sont retirées, l'aide canadienne va probablement se tarir.

Historiquement, l'intervention militaire suscite l'aide. Appelez cela le principe « intervention égale aide » ou principe « partout où des troupes canadiennes ou américaines tuent, Ottawa fournit de l'aide ».

Ottawa a remis 7,25 millions de dollars à la Corée du Sud pendant la guerre de Corée au début des années 1950. Des dizaines de millions de dollars d'aide canadienne ont [soutenu](#) la politique américaine au Sud-Vietnam dans les années 1960 et pendant la guerre en Irak de 1990 à 1991, le Canada a fourni 75 millions de dollars d'aide aux personnes dans les pays touchés par la crise du Golfe. Au milieu des bombardements de l'OTAN en 1999-2000, l'ex-Yougoslavie a été le principal bénéficiaire de l'aide canadienne. Après l'invasion américaine de l'Irak en 2003, le Canada a annoncé une [aide de 300 millions de](#) dollars à ce pays.

Comme mentionné ci-dessus, Haïti a été le deuxième plus grand bénéficiaire de l'aide canadienne au cours des deux dernières décennies. Alors qu'un gouvernement élu favorable aux pauvres était en place entre 2001 et 2004, l'aide canadienne à Haïti s'est réduite à un filet. Mais après que les invasions américaine, française et canadienne ont évincé des milliers d'élus en 2004, des centaines de millions de dollars ont afflué en Haïti. Tout au long des 15 années d'occupation de l'ONU, l'aide canadienne a continué d'affluer.

Yes Engler

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais.

P.-S.

Yes Engler, extraits d'un texte paru dans Rabble, 30 août 2021

<https://alter.quebec/canada-a-quoi-a-servi-laide-canadienne/>

Plateforme altermondialiste est un réseau québécois qui se propose de renforcer la réflexion sur le néolibéralisme 2.0 et d'esquisser des chemins que pourrait emprunter l'altermondialisme sous ses diverses formes. Notre projet est de participer à la réflexion qui se manifeste dans différents lieux depuis quelque temps sur le renouvellement de l'altermondialisme et de l'internationalisme.

Pour prendre contact avec Plateforme altermondialiste : plateformealtermondialiste@gmail.com